

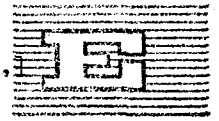
NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/534/Add.  
16 avril 1951



FRANCAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

Distr. double

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Septième session  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME  
ET MESURES DE MISE EN OEUVRE

Collaboration entre la Commission des droits de l'homme et les  
institutions spécialisées et les autres organes des Nations Unies  
dans l'étude des droits économiques, sociaux et culturels

ANNEXE

Organisation internationale du Travail - Lettre en date du 13 avril 1951  
du Directeur général du Bureau international du Travail.

Lors de sa 114<sup>ème</sup> session, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail a pris acte de la décision du Conseil invitant les institutions spécialisées qui considèrent qu'elles sont directement intéressées aux droits économiques, sociaux et culturels envisagés, à se faire représenter à la septième session de la Commission des droits de l'homme afin de participer aux travaux de la Commission relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels, et invitant par ailleurs la Commission à prendre les mesures nécessaires pour s'assurer l'entière collaboration des institutions spécialisées dans l'étude des droits économiques, sociaux et culturels, et à envisager à cet effet la création d'un ou plusieurs groupes de travail mixtes comprenant des représentants de la Commission et des représentants des institutions spécialisées intéressées, qui feront rapport à la Commission.

Le Conseil d'administration a décidé, en conséquence, de constituer une délégation tripartite, comprenant un membre de chaque groupe, qui pourrait être consultée à propos de la rédaction des articles relatifs aux droits économiques et sociaux rentrant dans la compétence de l'Organisation internationale du Travail, et qui représenterait l'Organisation internationale du Travail dans tout groupe de travail mixte de la Commission des droits de l'homme qui pourra être constitué pour rédiger ces articles. Conformément à cette décision, les représentants de l'Organisation internationale du Travail dont les noms suivent pourraient faire partie de tout groupe de travail mixte que créerait éventuellement la Commission des droits de l'homme.

Représentants:

Sir Guildhaume Myrddlin-Evans,

Président du Comité des organisations internationales du  
Conseil d'administration;

M. Julio B. Pons, membre employeur du Conseil d'administration;

(M. Gullmar Bergenstrom, membre employeur du Conseil d'admini-  
stration, suppléant);

M. Léon Jouhaux, membre travailleur du Conseil d'administration;

M. David A. Morse, Directeur général du Bureau international  
du Travail;

Suppléant du Directeur général

M. C.W. Jenks, Sous-Directeur général

Secrétaire:

M. J. de Givry, de la Division du droit du travail  
et des relations du travail,

En attendant que la Commission des droits de l'homme prenne une décision sur la procédure à suivre en ce qui concerne la création éventuelle d'un groupe de travail mixte, l'Organisation internationale du Travail sera représentée à la septième Session de la Commission des droits de l'homme par M. C.W. Jenks, Sous-Directeur général, et M. J. de Givry, suppléant.